

Regain de tension dans la péninsule coréenne au sujet des droits de l'homme et du nucléaire

samedi 29 mars 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2008).

TOKYO CORRESPONDANT

Bien que la signification des tirs d'essai de missiles à courte portée, effectués, vendredi 28 mars, en mer Jaune par la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) soit minimisée à Séoul et à Tokyo, où les experts estiment qu'il s'agit d'un « exercice de routine », cette démonstration de force n'en témoigne pas moins d'un regain de tension dans la péninsule coréenne.

Pyongyang réagit à un durcissement de la politique de Séoul à son égard. Jeudi 27 mars, dans un autre signe de mécontentement, le régime nord-coréen avait expulsé onze des treize fonctionnaires sud-coréens responsables de la zone industrielle de la ville frontalière de Kaesong (RPDC), symbole de la réconciliation Nord-Sud, où sont implantées une quarantaine de sociétés du Sud, employant 20 000 Nord-coréens.

C'est dans ce contexte que l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA a diffusé un communiqué du ministère des affaires étrangères mettant en garde contre les « *graves conséquences sur la désactivation des installations atomiques* » que pourrait entraîner le prolongement de l'impasse des négociations sur le nucléaire. En décembre 2007, dans le cadre de l'accord signé avec les Etats-Unis en février de la même année, la RPDC s'était engagée à désactiver ses installations nucléaires et à fournir la liste complète de ses programmes nucléaires en échange de la levée des sanctions américaines à son égard. Mais les pourparlers piétinent, Washington estimant que la liste des programmes nucléaires fournie par Pyongyang est incomplète. Le porte-parole de la Maison blanche a qualifié les tirs de missiles de « *non constructifs* ».

FERMETÉ DE LEE MYUNG-BAK

Le nouveau président sud-coréen, Lee Myung-bak, entend faire preuve de plus de fermeté à l'égard du Nord que ses prédécesseurs de centre gauche. Il exige en retour de l'assistance fournie par le Sud des progrès en matière de dénucléarisation et de respect des droits de l'homme. A la veille d'élections législatives le 9 avril en Corée du Sud, M. Lee entend montrer à son électorat de droite qu'il tient ses engagements. En début de semaine, Séoul avait rappelé que la poursuite de l'assistance - hormis humanitaire - à la RPDC, ainsi que l'expansion de la zone de Kaesong dépendaient de progrès sur le dossier nucléaire.

M. Lee Myung-bak veut tenir la « *dragée haute* » à Pyongyang sur un autre dossier sensible : le respect des droits de l'homme. La Corée du Sud a voté, le 27 mars, une résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU condamnant les « *violations graves, systématiques et généralisées* » auxquelles se livre le régime. Jusqu'à présent, Séoul s'était abstenue - à deux exceptions près - de voter ces résolutions afin de ne pas risquer d'enrayer le processus de réconciliation.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme en RPDC, Vitit Muntarbhorn, avait

souligné, en octobre 2007, « *l'attitude plus constructive* » du régime en matière de respect des droits tout en appelant « *à réformer le système carcéral et à en finir avec les violences contre les personnes* ». Il n'a jamais été autorisé à se rendre en RPDC. Selon le département d'Etat américain, la Corée du Nord figure parmi les dix pays les plus répressifs du monde.

A la demande du président Lee, la Commission nationale des droits de l'homme sud-coréenne doit mener, pour la première fois, une enquête systématique sur la violation des libertés fondamentales en RPDC.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 30.03.08. LE MONDE | 29.03.08 | 15h13 • Mis à jour le 29.03.08 | 15h13.